

**Arrêté n° 2A-2026-07-29-00003 en date du 29 juillet 2026
portant ouverture et clôture de la chasse pour la campagne 2026-2027 dans le
département de la Corse-du-sud.**

**Le préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu la directive de l'Union européenne 92/43/CEE, dite directive habitats faune flore, et notamment ses annexes II et IV ;
- Vu le Code de l'environnement, notamment les articles L.424-1 à L.424-6 et R.424-1 à R.424-9 ;
- Vu le décret n°90-756 du 22 août 1990 portant publication de la convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe ouverte à la signature à Berne le 19 septembre 1979 ;
- Vu le décret n°94-990 du 8 novembre 1994 portant publication de la convention portant loi uniforme sur la forme d'un testament international, faite à Washington le 26 octobre 1973 et signée par la France le 29 novembre 1974 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 28 décembre 2023 nommant M. Florian STRASER, directeur de cabinet du préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud ;
- Vu le décret du Président de la République du 23 juillet 2025 portant nomination de M. Eric JALON, nommé préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2A-2026-01-05-00003 du 5 janvier 2026 portant délégation de signature à M. Florian STRASER sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud ;
- Vu l'arrêté ministériel du 4 novembre 2003 modifié relatif à l'usage des appeaux et des appelants pour la chasse des oiseaux de passage et du gibier d'eau et pour la destruction des animaux nuisibles ;
- Vu l'arrêté ministériel du 24 mars 2006 modifié relatif aux dates d'ouverture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau ;
- Vu l'arrêté ministériel du 19 janvier 2009 modifié relatif aux dates de fermeture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau ;
- Vu l'arrêté ministériel du 1er mars 2019 relatif au statut du mouflon de Corse en collectivité de Corse ;

- Vu l'arrêté ministériel du 22 août 2024 suspendant la chasse de la tourterelle des bois en France métropolitaine jusqu'au 30 juillet 2025 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 7 juin 2024 autorisant l'emploi de chevrotines pour le tir du sanglier en battues collectives pour les saisons 2024 – 2025, 2025 – 2026 et 2026 – 2027 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 27 août 2025 encadrant la chasse de certains oiseaux ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2A-2021-06-28-00002 du 28 juin 2021 approuvant le schéma départemental de gestion cynégétique de la Corse-du-Sud ;
- Vu l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage lors de sa réunion du 13 avril 2026 ;
- Vu l'avis de la fédération départementale des chasseurs de la Corse-du-Sud du 21 juillet 2026 ;
- Vu la consultation du public du 30 juin au 21 juillet 2026 inclus sans retours ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires,

ARRÊTE

Article 1 : La période d'ouverture générale de la chasse à tir, à l'arc et au vol est fixée, pour le département de la Corse-du-sud :

du dimanche 6 septembre 2026 au dimanche 28 février 2027 inclus.

Le tableau ci-dessous précise, espèce par espèce, les dates et conditions particulières d'exercice de la chasse :

GIBIER SÉDENTAIRE			
Sanglier	15 août 2026	28 février 2027	À compter du samedi 15 août, la chasse au sanglier peut être pratiquée en battue, à l'affût ou à l'approche. La chasse au sanglier est fermée les mardis et vendredis durant toute la campagne de chasse. Du 1er mars au 31 mars 2027, <u>au titre des espèces susceptibles d'occasionner des dégâts (ESOD)</u>, des tirs de destruction de sangliers peuvent être autorisés sur justification de dégâts sur l'ensemble des communes du département, uniquement à l'affût ou à l'approche, sur les terrains pour lequel les détenteurs du droit de chasse ont obtenu une autorisation préfectorale, et ce uniquement sur les parcelles demandées (voir arrêté préfectoral spécifique). Du 1^{er} avril au 31 mai 2027, <u>dans le cadre de la protection des cultures</u>, des tirs de destruction de sangliers peuvent être autorisés sur justification de dégâts sur l'ensemble des communes du département, uniquement à l'affût ou à l'approche, sur les terrains pour lequel les détenteurs du droit de

			Pour mémoire, l'ouverture anticipée de la chasse au sanglier est fixée du 1 ^{er} juin au 14 août sur l'ensemble du département, sur justification de dégâts et sur les terrains pour lequel les détenteurs du droit de chasse ont obtenu une autorisation préfectorale, et ce uniquement sur les parcelles demandées. (voir arrêté préfectoral spécifique).
Perdrix	6 septembre 2026	15 novembre 2026	La chasse de la perdrix est autorisée <u>uniquement les lundis, mercredis, samedis et dimanches avec un Prélèvement Maximum Autorisé (PMA) de 2 oiseaux par jour par chasseur et 30 oiseaux max par saison.</u> (chasses privées : voir conditions particulières de l'art. 9 du présent arrêté). La saisie des données dans ChassAdapt ne sera obligatoire qu'à compter de l'approbation du Schéma Départemental de Gestion Cynégétique (SDGC). Jusqu'à cette échéance, elle demeure facultative.
Lièvre	6 septembre 2026	13 décembre 2026	La chasse au lièvre est autorisée <u>uniquement les lundis, mercredis, samedis et dimanches, avec un PMA de 1 lièvre par jour et par équipe de chasse</u> La saisie des données dans ChassAdapt ne sera obligatoire qu'à compter de l'approbation du Schéma Départemental de Gestion Cynégétique (SDGC). Jusqu'à cette échéance, elle demeure facultative.
Faisan	6 septembre 2026	15 novembre 2026	La chasse du faisan est autorisée <u>uniquement les lundis, mercredis, samedis et dimanches.</u> (chasses privées : voir conditions particulières de l'art.9 du présent arrêté) La saisie des données dans ChassAdapt ne sera obligatoire qu'à compter de l'approbation du Schéma Départemental de Gestion Cynégétique (SDGC). Jusqu'à cette échéance, elle demeure facultative.
Lapin Renard	6 septembre 2026	28 février 2027	
Geai de chênes Étourneau sansonnet Tourterelle Turque	6 septembre 2026	28 février 2027	

OISEAUX DE PASSAGE

(dates d'ouverture et de clôture fixées par arrêtés ministériels, sous réserve de modifications ultérieures)

Caille des blés	6 septembre 2026	20 février 2027	<u>PMA de 15 oiseaux par jour et par chasseur</u> <u>Jusqu'au 15 novembre</u> , la chasse de la caille des blés est autorisée <u>uniquement les lundis, mercredis, samedis et dimanches</u> . La saisie des données dans ChassAdapt ne sera obligatoire qu'à compter de l'approbation du Schéma Départemental de Gestion Cynégétique (SDGC). Jusqu'à cette échéance, elle demeure facultative.
Bécasse des bois	6 septembre 2026	20 février 2027	<u>PMA de 3 oiseaux par jour et par chasseur, maximum 30 oiseaux par saison</u>
Pigeon ramier	6 septembre 2026	20 février 2027	Du 1er octobre au 30 novembre 2026, la chasse des pigeons ramiers est autorisée tous les jours à poste fixe matérialisé de main d'homme. Du 11 au 20 février 2027, la chasse des pigeons ramiers ne peut être pratiquée qu'à poste fixe matérialisé de main d'homme.
Pigeon biset et pigeon colombin	6 septembre 2026	10 février 2027	
Tourterelle des bois	Suspendue par arrêté ministériel jusqu'au 30 juillet 2025 – Arrêté ministériel fixant des quotas nationaux pour la campagne 2025-26 - en attente de la décision ministérielle précisant son statut pour la campagne 2026-27 La saisie des données dans ChassAdapt ne sera obligatoire qu'à compter de l'approbation du Schéma Départemental de Gestion Cynégétique (SDGC). Jusqu'à cette échéance, elle demeure facultative.		
Grives et merle noir	6 septembre 2026	20 février 2027	<u>PMA de 40 oiseaux par jour et par chasseur.</u> Du 1er janvier au 20 février 2027, la chasse est ouverte tous les jours à poste fixe. <u>Du 11 au 20 février 2027</u> , la chasse des grives et du merle noir est autorisée <u>uniquement à poste fixe matérialisé de main d'homme</u>

GIBIER D'EAU

(dates d'ouverture et de clôture fixées par arrêtés ministériels modifiés et sous réserve de modifications ultérieures)

Oie, limicole, canard de surface, canard plongeur et rallidé	21 août 2026*	31 janvier 2027	<u>PMA de 15 oiseaux par chasseur et par jour pour les espèces citées dans l'article 6</u> Sont interdits : la détention et l'utilisation de munitions contenant de la grenaille de plomb, à l'intérieur et à 100 mètres autour des zones humides définies par les articles L.424-6 et L.422-28 du Code de l'environnement. *le 21 août étant un vendredi, la chasse débutera effectivement le 22 août
--	---------------	-----------------	--

Article 2 : La pratique de la chasse au sanglier est soumise au maintien de deux jours hebdomadaires de non-chasse, fixés aux **mardis et vendredis**, jusqu'à la clôture générale de la campagne de chasse.

La pratique de la chasse au petit gibier est soumise au maintien de deux jours hebdomadaires de non-chasse, fixés aux mardis et vendredis, jusqu'au 31 décembre 2026.

Article 3 : La chasse à tir et à l'arc ne peut se pratiquer qu'avec des armes à feu autorisées pour la chasse ou des arcs dont les caractéristiques et les conditions particulières d'emploi sont définies dans l'arrêté ministériel du 15 février 1995 modifié par l'arrêté du 16 juillet 2012.

L'emploi de chevrotines est autorisé en battues collectives pour la campagne 2026-2027.

Sera tenu un carnet de battue où seront consignés avant chaque battue la date, le lieu, le nombre et le nom des participants présents, ainsi que le résultat des battues à l'issue de celles-ci. Le carnet de battue doit pouvoir être présenté sur le terrain en cas de contrôle. Le carnet, utilisé ou non, doit être retourné à la fédération départementale des chasseurs avant le 15 mars 2027.

Dans le cas où le carnet de battue 2025-2026 n'a pas été remis, une caution de 100 euros lui sera réclamée pour la délivrance du nouveau carnet.

Chaque participant à une battue sera obligatoirement équipé à minima d'un dispositif de couleur fluorescente (veste, chasuble, gilet, t-shirt). Les battues doivent faire l'objet d'une signalisation quel que soit le nombre de participants, type panneaux « Attention chasse en cours ».

Au début de chaque battue, un rappel des consignes de sécurité générales et particulières doit être réalisé auprès de tous les chasseurs et des zones de chasse concernées par la battue.

Article 4 : La chasse du gibier d'eau à la passée est autorisée 2h avant l'heure légale de lever du soleil et 2h après l'heure légale de coucher du soleil. Néanmoins durant ces heures spécifiques, le gibier d'eau ne peut être chassé que sur les marais non asséchés, et à moins de 30 m des fleuves, rivières, canaux, réservoirs, lacs et étangs sous réserve de disposer du droit de chasse sur cette nappe d'eau.

Article 5 : Les deux espèces suivantes bénéficiant d'un statut particulier en Corse, elles ne peuvent être chassées en Corse :

Cerf	Inscrit à la convention de Berne et Washington et annexes II et IV de la Directive Européenne Habitat Faune Flore 92/43 CE, espèce non chassable en Corse.
Mouflon	Chasse interdite , espèce protégée par arrêté du 1er mars 2019 relatif au statut du mouflon de Corse en collectivité de Corse.

Article 6 : Un Prélèvement Maximum Autorisé (PMA) est instauré pour la chasse :

- des turridés (grive et merle noir), fixé à 40 oiseaux par jour et par chasseur ;
- de la perdrix, fixé à 2 oiseaux par jour et par chasseur, avec un maximum de 30 oiseaux par saison ;
- de la bécasse, fixé à 3 oiseaux par jour et par chasseur, avec un maximum de 30 oiseaux par saison ;
- du lièvre, fixé à 1 pièce par jour et par équipe de chasseurs.

L'arrêté ministériel du 27 août 2025 encadrant la chasse de certains oiseaux, prévoit également un PMA de 15 oiseaux par chasseur et par jour pour les espèces suivantes :

- | | |
|------------------------|--|
| - Canard chipecau, | - Macreuse noire, |
| - Canard pilet, | - Macreuse brune, |
| - Canard siffleur, | - Fuligule milouin : un quota national spécifique sera |
| - Canard souchet, | applicable pour la saison 2026-2027, |
| - Sarcelle d'été, | - Fuligule morillon, |
| - Sarcelle d'hiver, | - Garrot à œil d'or, |
| - Fuligule milouinan, | - Nette rousse, |
| - Harelde de Miquelon, | - Eider à duvet : dans le respect des dispositions particulières |

Concernant la bécasse, pour la saisie des prélèvements, le chasseur doit indiquer s'il souhaite, soit remplir le carnet de prélèvement spécifique, soit utiliser l'application « CHASSADAPT » sur un smartphone. Dans le carnet de prélèvement, une languette détachable doit être fixée sur l'animal immédiatement après sa capture et ce avant tout déplacement. La saisie sur l'application « CHASSADAPT » doit se faire immédiatement après la capture et avant tout déplacement de l'oiseau. Lors d'un contrôle, tout chasseur est tenu de présenter ce carnet de prélèvement ou les saisies sur l'application. Le carnet, utilisé ou non, doit être retourné avant le 30 juin, à la fédération départementale des chasseurs. Le retour du carnet de prélèvement est obligatoire.

Article 7 : Concernant les espèces soumises à Prélèvement Maximum Autorisé (PMA), leur transport est uniquement autorisé à concurrence du double du PMA, par chasseur, à savoir :

- Lièvres : $1 \times 2 = 2$ pièces ;
- Grives ou Merles : $40 \times 2 = 80$ pièces ;
- Bécasses des bois : $3 \times 2 = 6$ pièces ;
- Perdreaux : $2 \times 2 = 4$ pièces.

Pour leur transport, la Bécasse des bois doit obligatoirement être munie de la « languette » figurant dans le carnet de prélèvement, ou être inscrites sur l'application « CHASSADAPT ».

Article 8 : Dans le cadre des concours ou de field-trial sur gibier tiré, organisés en période de chasse, par la Société Centrale Canine, les mesures d'interdiction de la chasse seront levées les journées de concours sur les territoires concernés pour les organisateurs titulaires d'une autorisation délivrée par la direction départementale des territoires, après avis de la fédération des chasseurs de la Corse-du-Sud.

Article 9 : Les établissements professionnels de chasse à caractère commercial dûment enregistrés auprès de la préfecture peuvent chasser les gibiers d'élevage suivants : perdrix, faisans, munis d'un dispositif de marquage spécifique, de la date d'ouverture générale de la chasse à la date de clôture générale de la chasse. Les jours de fermeture pour les différentes espèces sont applicables à ces établissements.

Article 10 : L'utilisation des appeaux, des appelants artificiels et des appelants vivants est autorisée uniquement dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel du 4 novembre 2003 modifié. Sont interdits : tourniquets pour le pigeon ramier, appeaux électroniques, appelants vivants ou artificiels comportant des composants électroniques avec variateur ou télécommande.

Article 11 : La chasse en temps de neige est interdite, à l'exception de la chasse au sanglier et de la chasse au gibier d'eau sur les marais non asséchés, les lacs, étangs, fleuves, rivières, canaux, réservoirs et nappes d'eau, dans la limite des trente mètres de ceux-ci et pour laquelle seul est autorisé le tir au-dessus de la nappe d'eau.

En cas de période de grand froid et de gel sur tout ou partie du territoire national, des dispositions d'interdiction de la chasse pourront être prises par le préfet.

Article 12 : Sont interdit(e)s :

- les actions de chasse sur les routes, chemins publics, voies ferrées, qui sont ouverts à la circulation des véhicules, sur une distance de 10 mètres de part et d'autre de ceux-ci ;
- les actions de chasse à proximité immédiate des habitations sauf propriétaire ou ayant droit (y compris caravanes, remises, abris de jardins, etc.) aéroport, aérodromes, des bâtiments, des stades, des lieux publics en général, des lignes électriques et téléphoniques ;
- les tirs en direction et au-dessus des sites et installations indiqués ci-dessus ;
- la détention et l'utilisation de munitions contenant de la grenaille de plomb, à l'intérieur et à 100 mètres autour des zones humides définies par les articles L.424-6 et L.422-28 du Code de l'environnement.

Article 13 : Voies et délais de recours : conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site www.telerecours.fr.

Article 14 : Le directeur de cabinet de la préfecture, le sous-préfet de Sartène, le directeur départemental des territoires, le chef de service départemental de l'office français de la biodiversité, le commandant du groupement de gendarmerie de la Corse-du-sud, ainsi que toutes les autorités chargées de faire appliquer la police de la chasse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État et affiché dans toutes les communes du département par les soins des maires.

Ajaccio, le 29 juillet 2026

Pour le préfet,
le sous-préfet, directeur de cabinet
Florian STRASER

**Arrêté n° 2A-2026-05-28-00003 en date du 28 mai 2026
portant ouverture anticipée de la chasse au sanglier
pour la période du 1er juin au 14 août 2026 dans le département de la Corse-du-Sud.**

**Le préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le Code de l'environnement, notamment l'article R.424-8 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 28 décembre 2023 portant nomination de M. Florian STRASER, directeur de cabinet du préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud ;
- Vu le décret du Président de la République du 23 juillet 2025 portant nomination de M. Eric JALON, préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2A-2026-01-05-00003 du 5 janvier 2026 portant délégation de signature à M. Florian STRASER, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud ;
- Vu l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage lors de sa réunion du 13 avril 2026 ;
- Vu l'avis de la fédération départementale des chasseurs de Corse-du-Sud en date du 27 avril 2026 ;
- Vu la consultation du public du 30 avril au 21 mai 2026 inclus sur le site internet des services de l'État en Corse-du-Sud ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires,

ARRÊTE

Article 1 : L'ouverture anticipée de la chasse au sanglier est fixée du 1^{er} juin au 14 août 2026 sur l'ensemble du département.

Elle peut être pratiquée tous les jours, **à l'affût ou à l'approche**, pour la protection des cultures agricoles, **sur les terrains pour lesquels les détenteurs du droit de chasse ont obtenu une autorisation préfectorale, et ce exclusivement sur les parcelles demandées.**

Elle est uniquement autorisée de jour, c'est-à-dire une heure avant l'heure légale du lever du soleil du département et une heure après son coucher.

Toutefois, sur les terrains pour lesquels les détenteurs du droit de chasse ont obtenu une autorisation préfectorale, pourront être organisées des battues uniquement le samedi, dans le cadre de la protection des cultures agricoles. L'utilisation de la chevrotine est autorisée.

À titre exceptionnel et de manière dûment justifiée, des battues pourront être autorisées le dimanche.

Article 2 : La demande d'autorisation préfectorale est souscrite par le détenteur du droit de chasse auprès du préfet, sous le timbre de la direction départementale des territoires. Elle est formulée suivant le modèle annexé au présent arrêté.

À l'issue de la période autorisée, un bilan de la chasse devra être retourné à la direction départementale des territoires de la Corse-du-Sud, avant le 15 septembre 2026.

Article 3 : Voies et délais de recours : conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site www.telerecours.fr.

Article 4 : Le directeur de cabinet de la préfecture, le sous-préfet de Sartène, le directeur départemental des territoires, le directeur de l'office français de la biodiversité, le commandant du groupement de gendarmerie de la Corse-du-Sud, ainsi que toutes les autorités chargées de faire appliquer la police de la chasse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État et affiché dans toutes les communes du département.

Ajaccio, le 23 mai 2026

Pour le préfet,
le sous-préfet, directeur de cabinet

Florian STRASER

**Demande d'autorisation de chasse anticipée au sanglier
du 1^{er} juin au 14 août 2026 par un détenteur du droit de chasse**

Je soussigné (nom et prénoms) :

Adresse complète :

Mail :

Téléphone : **N° PACAGE :**

N° de permis de chasse : **Date de validation du permis de chasse :**

Nom propriétaire si différent du demandeur :

- atteste être détenteur du droit de chasse sur le(s) terrain(s) suivant(s) :

Commune(s)	Section(s)	N° de parcelles(s)

- sollicite l'autorisation de pratiquer la chasse au sanglier du 1^{er} juin au 14 août 2026 sur le(s) terrain(s) cité(s) ci-dessus :

- → à l'affût ou à l'approche,

- → ou en battue **uniquement le samedi**, dans la cadre de la protection des cultures agricoles.

*À titre exceptionnel et de manière dûment justifiée, des battues pourront être autorisées le dimanche.

L'utilisation de la chevrotine est autorisée.

La pratique de la chasse du sanglier, du 1^{er} juin au 14 août 2026, est autorisée sous conditions sur l'ensemble du département.

A..... le2026

Signature du demandeur

N.B. : La demande, faite **en un exemplaire**, est à transmettre :

- par mail : ddt-se@corse-du-sud.gouv.fr ;

- ou par courrier : DDT – Service Environnement – Terre plein de la gare – 20 302 AJACCIO Cedex 9.

Pour tout renseignement appeler au **04 95 29 09 26** ou au **04 95 29 09 01**

Transmettre le bilan des sangliers prélevés (figurant sur l'autorisation), avant le 15 septembre 2026 à la DDT conformément à l'article 2 de l'arrêté préfectoral portant ouverture et clôture de la chasse anticipée au sanglier.



**PRÉFET
DE LA CORSE-
DU-SUD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale des territoires
Service Environnement**

**Arrêté n° 2A-2026-03-20-00001 du 20 mars 2026 fixant la liste des espèces
d'animaux classés susceptibles d'occasionner des dégâts et les modalités de leur destruction
dans le département de la Corse-du-Sud pour l'année 2026.**

**Le préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le Code de l'environnement, notamment les articles L.427-8, R.421-31, R.427-6 à R.427-28 et R.428-19 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu l'arrêté ministériel du 29 janvier 2007, modifié par l'arrêté du 20 novembre 2020, fixant les dispositions relatives au piégeage des animaux classés nuisibles en application de l'article L 427-8 du Code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 3 avril 2012, modifié par l'arrêté du 2 novembre 2020, pris pour l'application de l'article R.427-6 du Code de l'environnement et fixant la liste, les périodes et les modalités de destruction des animaux d'espèces susceptibles d'être classées nuisibles par arrêté du préfet ;
- Vu le décret du Président de la République du 23 juillet 2025 nommant M. Eric JALON, préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2A-2026-01-05-00013 du 5 janvier 2026 portant délégation de signature à M. David VRIGNAUD, directeur départemental des territoires de la Corse-du-Sud;
- Vu l'arrêté n°2A-2026-01-06-00003 du 6 janvier 2026 portant subdélégation de signature aux chefs de service de la direction départementale des territoires de la Corse-du-Sud;
- Vu l'avis favorable de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage dans sa formation spécialisée relative aux Espèces d'animaux Susceptibles d'Occasionner des Dégâts (ESOD) en date du 22 janvier 2026;
- Vu l'avis de la fédération départementale des chasseurs de Corse-du-Sud en date du 28 janvier 2026 ;
- Vu la consultation du public du 26 février au 19 mars 2026 inclus et la synthèse des observations émise ;

Considérant la nécessité de prévenir les dommages causés aux activités agricoles et forestières, de préserver la santé et la sécurité publique et de protéger la faune et la flore ;

Considérant le risque de prolifération du lapin de garenne dans plusieurs secteurs du département et de dégâts aux cultures, notamment dans les maraîchages ;

Considérant les fortes concentrations de sangliers sur l'ensemble du département ;

Considérant que 14200 sangliers ont été prélevés sur la campagne cynégétique 2024-2025 à la chasse et par destructions administratives, et que cette population ne faiblit pas ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires,

ARRÊTE

Article 1 : La liste des espèces d’animaux classés ESOD dans le département de la Corse-du-Sud, pour l’année 2026, s’établit comme suit :

- le **lapin de garenne** (*oryctolagus cuniculus*) sur les communes d’Ajaccio, Bastelicaccia, Eccica-Suarella, Ocana et Figari.
- le **sanglier** (*sus scrofa*) sur l’ensemble des communes du département.

Article 2 : La destruction par tir, par armes à feu ou tir à l’arc, des ESOD mentionnées à l’article 1^{er} du présent arrêté est autorisée, de jour (une heure avant l’heure légale de lever du soleil jusqu’à une heure après l’heure légale de coucher du soleil dans le chef-lieu du département) dans les lieux cités par ce même article.

La destruction est autorisée après la date de la clôture de la chasse spécifique à chacune de ces deux espèces, et ce jusqu’au 31 mars 2026 inclus. La destruction par piégeage est autorisée du 1er mars 2026 jusqu’au 14 août 2026.

Article 3 : La destruction s'effectue selon les modalités de l'article R.427-8 du Code de l'environnement.

Article 4 : Conditions spécifiques

Espèces	Piégeage	Tir	Capture
	Période et modalités	Période et modalités	Période et modalités
1- Lapin de garenne	Toute l’année Dans les communes citées à l’article 1 après autorisation préfectorale (demande en annexe 2) et bilan à retourner	Entre le 1^{er} et le 31 mars 2026 Dans les communes citées à l’article 1 après autorisation préfectorale (demande en annexe 2) et bilan à retourner	Toute l’année Dans les communes citées à l’article 1, à l’aide de bourses ou de furets (*) après autorisation préfectorale (demande en annexe 2) et bilan à retourner
2- Sanglier	Hors période de chasse (du 1^{er} mars au 14 août 2026) Dans l’ensemble des communes du département (**) après autorisation préfectorale (demande en annexe 2) et bilan à retourner	Entre le 1^{er} et le 31 mars 2026 Affût ou approche. Tirs exclusivement à balles après autorisation préfectorale (demande en annexe 2) et bilan à retourner Entre le 1^{er} avril et le 31 mai 2026 mêmes conditions mais <u>au titre de la protection des semis</u> (demande en annexe 3)	

(*) Dans les territoires où le lapin de garenne n'est pas classé ESOD, cette capture à l'aide de bourses ou de furets peut être exceptionnellement autorisée par le préfet, en tout temps et à titre individuel.

(**) Sur l'ensemble du département où il est classé comme ESOD en application de l'article L. 427-8 du Code de l'environnement, le préfet peut décider de faire procéder à des opérations de piégeage de sangliers dans les conditions définies ci-dessous :

- sur proposition du président de la fédération départementale des chasseurs de Corse-du-Sud,
- seule est autorisée l'utilisation de pièges appartenant à la catégorie 1 (art. 2 arrêté du 29/01/2007, modifié par l'arrêté du 5 mars 2019), par un piégeur agréé (art. 5 arrêté du 29/01/2007, modifié par l'arrêté du 13 décembre 2011) ; chaque piégeur est autorisé à poser un maximum de deux pièges (hors louveterie).
- le piégeage est subordonné à la supervision des opérations par la fédération départementale des chasseurs de la Corse-du-Sud et à une autorisation individuelle délivrée par le préfet au propriétaire ou au titulaire du droit de destruction ;
- les sangliers capturés sont mis à mort par balle d'un calibre adapté immédiatement après la relève du piège. Le tireur doit avoir reçu une formation dans une fédération départementale des chasseurs et doit être détenteur de l'attestation de suivi délivrée par son président

Article 5 : Pour les deux espèces, l'emploi des chiens est interdit.

Le propriétaire, possesseur ou fermier, procède personnellement aux opérations de destruction des ESOD, y fait procéder en sa présence ou délègue par écrit le droit d'y procéder nominativement.

Ces actions de destruction ne peuvent être pratiquées qu'après autorisation préfectorale individuelle, dans les conditions fixées à l'article 4 du présent arrêté.

Les demandes d'autorisation doivent être établies via le formulaire joint en annexe 2 du présent arrêté, formulaire à faire parvenir au service environnement de la direction départementale des territoires de Corse-du-Sud.

L'autorisation de destruction est limitée à un seul tireur par parcelle.

Tout tireur devra être porteur de son permis de chasse validé pour la saison cynégétique en cours et de son autorisation préfectorale. Ces pièces doivent être présentées à l'occasion de tout contrôle réalisé par les agents chargés de la police de la chasse.

Un bilan de ces destructions devra impérativement être établi par le titulaire de l'autorisation et adressé avant le 15 avril 2026 (destruction ESOD) ou le 15 juin (destruction sangliers dans le cadre de la protection des semis) à la direction départementale des territoires de Corse-du-Sud.

Article 6 : Le transport et le lâcher des ESOD sont strictement interdits dans tout le département.

Article 7 : Voies et délais de recours – Conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bastia dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 8 : Le directeur de cabinet de la préfecture, le directeur départemental des territoires, les agents de l'office français de la biodiversité, ainsi que toutes les personnes habilitées à assurer la police de la chasse, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du

présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État et affiché dans toutes les communes du département par le soin des maires.

Le chef du service environnement

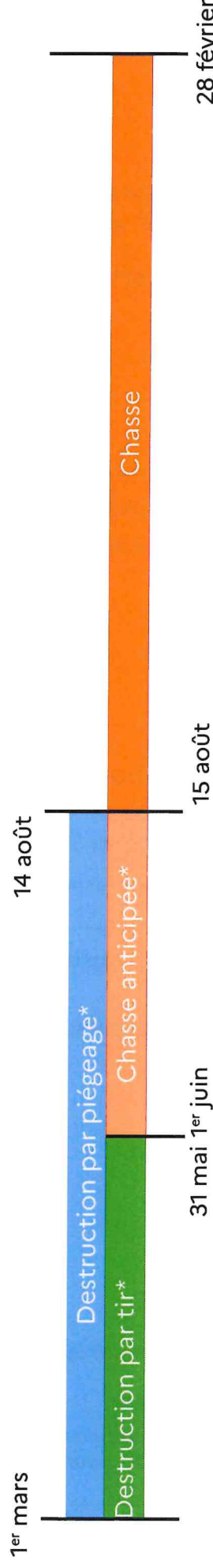
20 MARS 2026



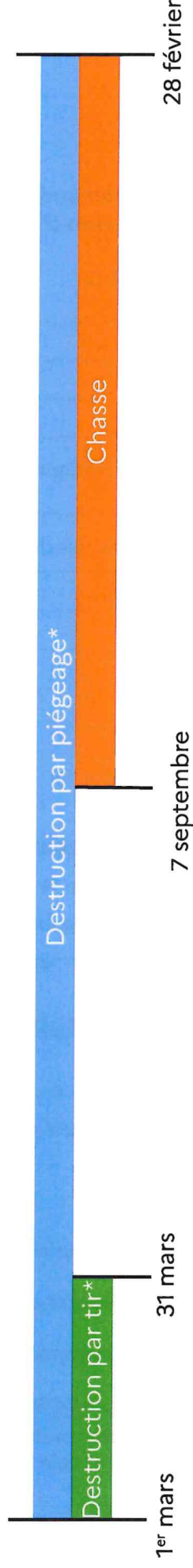
Camille FERAL

Annexe n° 1

Période de destruction et de chasse du sanglier dans le département de la Corse-du-Sud :



Période de destruction et de chasse du lapin de garenne dans le département de la Corse-du-Sud :



Annexe n° 2



Direction départementale des territoires Service Environnement

Demande d'autorisation préfectorale de destruction d'individus ESOD du 1^{er} au 31 mars 2026

Espèce concernée : **SANGLIER** ☐

LAPIN DE GARENNE ☐

Je soussigné(e) (nom et prénoms) :

Adresse complète :

Mail :

Téléphone : N° PACAGE :

Nom chasseur si différent du demandeur :

N° de permis de chasse : Date de validation :

- atteste être détenteur du droit de chasse sur le(s) terrain(s) suivant(s) :

COMMUNE	SECTION	PARCELLE(S)

- sollicite l'autorisation pour la destruction d'individus ESOD sur le(s) terrain(s) cité(s) ci-dessus :

☐ **par tirs uniquement par balle** à l'affût ou à l'approche du 1^{er} au 31 mars 2026 ;

☐ par piégeage (du 1^{er} mars au 14 août 2026 pour le sanglier – toute l'année pour lapin de garenne)

Nom et n° d'agrément du piégeur :

- justifie de dégâts causés par des sangliers au sein de mon exploitation ou à proximité immédiate (photos)

La destruction d'individus ESOD, est autorisée sous conditions du 1^{er} au 31 mars 2026 sur l'ensemble du département.

A le 2026

Signature du demandeur

N.B. : La demande, faite en **un exemplaire**, est à transmettre :

- par mail : **ddt-se-foret@corse-du-sud.gouv.fr**

- ou par courrier : **DDT – Service Environnement – Terre plein de la gare – 20 302 AJACCIO Cedex 9**

Pour tout renseignement appeler au **04 95 29 09 26** ou au **04 95 29 09 01**

Transmettre le bilan des individus prélevés (figurant sur l'autorisation), avant le 15 avril 2026 à la DDT conformément à l'article 5 de l'arrêté préfectoral ESOD pour l'année 2026

Annexe n° 3



Direction départementale des territoires Service Environnement

Demande d'autorisation préfectorale de destruction de sangliers du 1^{er} avril au 31 mai 2026 dans le cadre de la protection des semis

Je soussigné(e) (nom et prénoms) :

Adresse complète :

Mail :

Téléphone : N° PACAGE :

Nom chasseur si différent du demandeur :

N° de permis de chasse : Date de validation :

- atteste être détenteur du droit de chasse sur le(s) terrain(s) suivant(s) :

COMMUNE	SECTION	PARCELLE(S)

- sollicite l'autorisation pour la destruction de sangliers du 1^{er} avril au 31 mai 2026 dans le cadre de la protection des semis agricoles, sur le(s) terrain(s) cité(s) ci-dessus :

- ☐ par tirs uniquement par balle à l'affût ou à l'approche du 1^{er} avril au 31 mai 2026 ;
- ☐ par piégeage du 1^{er} avril au 14 août 2026)

Nom et n° d'agrément du piégeur :

- justifie de dégâts causés par des sangliers au sein de mon exploitation ou à proximité immédiate (photos)

La destruction de sangliers est autorisée sous conditions du 1^{er} avril au 31 mai 2026 sur l'ensemble du département.

A..... le2026

Signature du demandeur

N.B. : La demande, faite en **un exemplaire**, est à transmettre :

- par mail : **ddt-se-foret@corse-du-sud.gouv.fr**

- ou par courrier : **DDT – Service Environnement – Terre plein de la gare – 20 302 AJACCIO Cedex 9**

Pour tout renseignement appeler au **04 95 29 09 26** ou au **04 95 29 09 01**

Transmettre le bilan des sangliers prélevés (figurant sur l'autorisation), avant le 15 juin 2026 à la DDT conformément à l'article 5 de l'arrêté préfectoral ESOD pour l'année 2026

